

Géopolitique des réseaux sociaux
Le Dessous des cartes - Arte - 2/10/21
<https://youtu.be/hWeksJQQRyU>

Ravie de vous retrouver pour ce nouveau numéro du dessous des cartes

Notre photo du jour nous amène en Californie à San Francisco, devant le siège de Twitter, en janvier 2021, qui venait de prendre une décision historique : suspendre le compte de Donald Trump. Il s'agissait selon Twitter d'empêcher de mettre davantage en péril la démocratie américaine tandis que ses partisans avaient envahi le Capitole à Washington. Cet événement a été comme un coup de tonnerre, une prise de conscience brutale du pouvoir détenu par les géants du numérique capables de couper le sifflet aux grands de ce monde. Avec des milliards d'utilisateurs, les réseaux sociaux sont de fait aujourd'hui un sujet géopolitique majeur. C'est ce qu'on va voir aujourd'hui. Car ces réseaux sur lesquels nous passons des heures, qui les contrôle, qui les régule ? Comment protéger toutes ces données personnelles que nous y laissons ?

Vous allez voir que selon qu'on vive dans un État de droit ou dans un régime autoritaire, la question ne se pose évidemment pas de la même manière. Sortons nos cartes.

En 2021, 53,6% de la population mondiale est présente sur les réseaux sociaux, soit la quasi-totalité des internautes. On dénombre plus de 4,2 milliards de comptes actifs, soit 1/2 milliard de plus qu'en 2020. Un internaute a en moyenne un compte sur un peu plus de 8 plateformes et il y consacre près de 2 heures 30 par jour. Alors si l'histoire d'Internet remonte aux années 1960, l'histoire des réseaux sociaux, elle, est relativement récente. Elle commence en 1997 avec l'apparition aux États-Unis du premier réseau social à proprement parler : Sixdegrees.com. D'autres plateformes de ce type vont ensuite se développer. En 2002, c'est le cas de Friendster, suivi en 2003 par MySpace, avant que n'apparaissent les géants que l'on connaît aujourd'hui : Facebook en 2004, YouTube et LinkedIn en 2005 ou encore Twitter en 2006. Ces réseaux sociaux, qui ont fait la fortune de la Silicon Valley en Californie, ont très rapidement su recruter des abonnés bien au-delà des États-Unis. Les plateformes américaines sont d'ailleurs celles qui cumulent aujourd'hui le plus d'utilisateurs à travers le monde. 2,7 milliards pour Facebook, 2,3 milliards pour YouTube, 2 milliards pour WhatsApp, 1,3 milliard pour Facebook Messenger, 1,2 milliard pour Instagram, 740 millions pour LinkedIn, ou encore 353 millions pour Twitter, très influent en raison de son succès auprès des milieux politiques et médiatiques. Pourtant, il existe d'immenses territoires où les géants américains ne sont pas ou peu présents, et ce, on va le voir, pour deux types de raisons. Technique, d'une part. Lorsque la connexion à Internet, la qualité du débit ou l'accès à du matériel adéquat n'est soit pas possible, soit trop coûteux. C'est le cas d'une partie du continent africain où la part de la population présente sur les réseaux sociaux oscille entre 8 et 16%, à l'exception de l'Afrique du Nord, 45%, et de l'Afrique du Sud, 41%. Il y a, d'autre part, des raisons politiques à cette géographie des réseaux.

À cet égard, le cas de l'Iran est intéressant, Instagram y est la plateforme préférée des internautes. Une performance assez inattendue quand on sait que Facebook, Twitter ou encore YouTube y sont bloqués par les autorités depuis des années. Les Gardiens de la Révolution ont en revanche encouragé l'émergence de solutions locales pour tenter de garder Internet sous contrôle. En 2018, déjà, le guide suprême, qui détient le vrai pouvoir en Iran, l'ayatollah Khamenei, a ainsi recommandé à ses abonnés d'utiliser des messageries développées en Iran comme Gap ou encore Soroush. L'élection en juin 2021 d'un président ultraconservateur, Ebrahim Raïssi, devrait accentuer cette tendance.

En Russie à présent, la situation est un peu différente. Les applications américaines n'y sont pas bloquées, à l'exception de LinkedIn. Ainsi, le principal opposant à Vladimir Poutine, Alexei Navalny, n'hésite pas à s'appuyer sur sa chaîne YouTube, suivie par près de 6,5 millions d'abonnés, pour diffuser ses vidéos dénonçant l'autoritarisme et la corruption

du clan au pouvoir. En janvier 2021, son documentaire intitulé "Le palais de Poutine, histoire du plus gros pot-de-vin du monde", montrant des images d'une immense propriété située au bord de la mer Noire, a rassemblé plus de 100 millions de vues sur YouTube. Pour autant, des acteurs russes des technologies ont su très tôt et ce sans soutien des autorités développer leurs propres réseaux sociaux. Ces derniers, essentiellement utilisés en Russie et aujourd'hui surveillés de près par Moscou, sont également présents en Europe de l'Est. On peut par exemple citer VKontakte, le Facebook russe, Habr Kariera, un équivalent de LinkedIn pour les experts du numérique, ou encore Rutube, équivalent de YouTube.

A présent, le cas chinois, qui se distingue tout particulièrement bien sûr, à la fois par son contrôle strict de tout ce qui circule sur Internet, par le blocage des plateformes sociales américaines et surtout par sa capacité à développer des systèmes 100% chinois. Son réseau social WeChat est ainsi incontournable dans la vie des Chinois. Il s'agit d'une plateforme rassemblant des outils similaires à Facebook et Instagram tout en y intégrant des sites de e-commerce chinois comme Alibaba. WeChat talonne aujourd'hui le géant américain Instagram en termes de nombre d'utilisateurs, 1,2 milliard tous les deux, et commence à s'implanter au-delà du territoire chinois. Mais à l'été 2021, Pékin a repris en main les géants de la Tech chinoise en limitant leur puissance et leur influence.

WeChat est central dans la stratégie chinoise de contrôle de la population et dans le but de diffuser un modèle chinois, afin que les valeurs occidentales et l'espace informationnel mondial ne rentre pas en Chine. Alors, voyons maintenant un peu plus en détail comment ce modèle numérique chinois totalement contrôlé par le pouvoir s'est mis en place.

Dès 1998, la Chine a érigé une grande muraille numérique. Une stratégie qui lui permet de bloquer non seulement de nombreux sites étrangers, comme Facebook, YouTube ou encore Twitter, mais également de contrôler de très près ce qui se passe sur le Web chinois. Ainsi lorsque les internautes font une requête sur le Web, les 3/4 du trafic restent à l'intérieur du territoire de la Chine. Le reste est dirigé vers les États-Unis. À titre de comparaison, c'est le ratio inverse pour la France ou l'Allemagne, dont on estime que 25% du trafic seulement reste dans le pays d'origine de la requête. Il n'en reste pas moins que cette structuration du réseau Internet de la Chine a surtout permis à des acteurs chinois de développer en toute quiétude des géants qui se sont hissés dans le top 10 des réseaux sociaux les plus utilisés au monde, à l'image de WeChat que l'on a vu tout à l'heure. Mieux encore, ce protectionnisme numérique n'a pas empêché des acteurs chinois de partir à la conquête de nouveaux marchés, à l'image de TikTok, une application née en 2017 et développée par l'entreprise chinoise ByteDance. 3 ans seulement après son lancement, cette application spécialisée dans la diffusion de vidéos courtes cumulait près de 700 millions d'abonnés hors Chine. De nombreux utilisateurs friands de cette application chinoise la téléchargeaient partout dans le monde, aux États-Unis, en France, mais aussi en Inde, au Brésil, au Mexique ou encore en Russie. Depuis 2018, TikTok, c'est l'application la plus téléchargée au monde à l'exception de celles consacrées aux jeux.

Alors, voyons à présent ce qu'il en est dans la démocratie libérale qui a longtemps été pionnière et leader dans le domaine numérique, les États-Unis, qui sont aujourd'hui, on va le voir, en plein débat sur les enjeux de régulation. Au départ, États-Unis, le pays du libéralisme, ont laissé faire les acteurs du numérique. Symbole d'une réussite à la fois technique et entrepreneuriale américaine, les GAFAM témoignaient de l'influence des États-Unis dans le domaine d'Internet depuis sa création. D'une certaine manière, le rôle de mobilisation qu'avaient joué les plateformes américaines pendant les printemps arabes s'inscrivait dans cette vision messianique américaine, qui consistait à diffuser au maximum les valeurs de liberté et de démocratie dans le monde. Mais progressivement, les réseaux sociaux se sont retournés contre la vie démocratique américaine comme on a pu le constater lors de l'élection présidentielle de 2016. Facebook a d'abord été accusé d'avoir laissé une agence britannique spécialisée dans les campagnes d'influence,

Cambridge Analytica, d'aspirer les données personnelles de dizaines de millions d'Américains à des fins électorales pour le compte du candidat républicain Donald Trump. Dans le même temps, des agents de l'Internet Research Agency, basée à Saint-Pétersbourg, une officine de propagande à la solde du Kremlin, ont mis en place une campagne de désinformation des électeurs américains à grand renfort de faux comptes et de publicités ciblées sur des plateformes comme Facebook. Ces détournements répétés des outils de Facebook ont ainsi conduit le patron de la plateforme, Mark Zuckerberg, à devoir s'expliquer devant le Sénat en 2018 et en 2019, mais aussi à la veille de l'élection présidentielle de 2020, où ce dernier a une nouvelle fois été auditionné en compagnie de ses homologues de Twitter et de Google. Depuis ces affaires, le débat sur la responsabilité des réseaux sociaux n'en finit pas de diviser l'Amérique. A peine au pouvoir, l'administration Biden s'est aussitôt saisie d'un projet de nouvelle législation sur la régulation des grandes plateformes et la protection des données personnelles, s'inspirant notamment du modèle européen.

Voilà pour ce tour du monde des réseaux sociaux, un jeu de *soft power* dont vous aurez compris que les démocraties et les états autoritaires ne font pas le même usage. Après avoir inventé ces réseaux au nom de la liberté d'expression, la démocratie américaine réalise qu'elle est allée trop loin dans le laisser faire et s'attelle désormais à réguler. De son côté, l'état autoritaire chinois a créé son propre modèle de réseaux sociaux qu'il contrôle totalement, y voyant une aubaine technologique pour surveiller la population. Enfin, l'Union européenne n'a pas développé ses géants du numérique, mais s'est montrée pionnière pour édicter des règles afin de garantir la sécurité et la souveraineté des données. L'Europe, puissance normative, à défaut d'autre chose.

Pour aller plus loin, "Planète Médias, géopolitique des réseaux et de l'influence", par Philippe Boulanger chez Armand Colin. Et puis, "La civilisation du poisson rouge" par Bruno Patino. L'actuel président d'Arte dresse un tableau référencés des dérives de l'économie de l'attention, publié aux éditions Grasset en avril 2019.

Ainsi s'achève ce nouveau numéro des Dessous des cartes. Rendez-vous bien sûr la semaine prochaine, même endroit, même heure. D'ici là, n'oubliez pas notre site Internet arte.tv sur lequel vous retrouvez notamment nos leçons de géopolitique. À bientôt.